



Organisation de Femmes Égalité

Pour l'émancipation et le progrès social

Une alternative politique, anti-libérale, offensive et unitaire est nécessaire

Elle ne peut se construire sans la participation des femmes des milieux populaires

Nous sommes en novembre 2011. Les élections présidentielles vont avoir lieu en avril 2012, et les législatives en juin. Notre organisation de femmes Égalité dresse un bilan des 4 années et demi de politique antisociale qui viennent de passer.

La crise, la dette, ce n'est pas nous qui les avons provoquées, mais c'est à nous qu'elles ont été et continuent d'être "facturées" !

Combinée à la politique des différents gouvernements de Nicolas Sarkozy, - il a dû remanier plus de dix fois son équipe gouvernementale - la crise économique n'a cessé de détériorer la situation des femmes, et en particulier de celles des milieux populaires.

Crise des " subprimes ", en 2008, puis " crise de la dette ", en 2010 : l'une comme l'autre sont provoquées par la spéculation et la finance. Et les chefs d'État des pays de l'Union européenne ont décidé de nous les faire payer.

En France, l'endettement public dépasse 80% du PIB. Cette forte augmentation de la dette s'explique par les différentes opérations financières menées pour sauver les banques lors de la crise de 2008. S'y rajoutent les aides versées aux entreprises notamment de l'automobile, mais aussi le financement des interventions militaires de la France à l'étranger (Afghanistan, Côte d'Ivoire, Libye...). Le paiement des intérêts de toutes ces dettes creuse le déficit budgétaire à un point tel qu'il constitue aujourd'hui le premier poste des dépenses de l'État.

Par contre, les banquiers, français ou étrangers, se sont encore enrichis, eux : ils prêtent de l'argent à l'État à des taux d'intérêt toujours plus élevés. Il en va

de même pour les actionnaires des grands groupes : ils possèdent des fortunes et les placent pour gagner encore plus d'argent. Ce sont eux qu'on appelle les " investisseurs " ; ce sont eux les fameux " marchés financiers ". Ce sont ces riches qu'on nous demande de " rassurer ", car ils craignent de ne pas pouvoir accumuler encore plus de richesse. L'État est à leur service. Sarkozy et ses gouvernements successifs ne se sont pas ménagés pour protéger leurs intérêts, en baissant leurs impôts, en diminuant les taxes qu'ils devraient payer. Tandis qu'à nous, les femmes travailleuses, les précaires, les chômeuses, les familles populaires, ils nous demandent toujours plus d'efforts.

Cette dette n'est pas la nôtre, nous ne sommes pas responsables de la crise, et nous refusons de les payer !

Au cours des dernières années, nous avons pu constater que le scénario se déroule à l'identique partout en Europe. Partout, les Chefs d'État proposent les mêmes remèdes : les plans d'austérité à répétition qui nous imposent de nouveaux sacrifices en France, mais aussi en Grèce, en Espagne, en Italie, en Irlande, au Portugal, en Allemagne, au Royaume Uni ...

Quatre années qui ont signifié pour les femmes extension de la précarité, du temps partiel et de la pauvreté

La violence des attaques s'est renforcée. Le chômage a explosé : il est devenu de masse, touchant plus de 4 millions de personnes. Les femmes sont victimes des plans de licenciements, mais c'est principalement la précarité, le temps partiel et la pauvreté qui les touchent de plein fouet.

Le temps partiel est en pleine expansion, 81,9% des

travailleurs concernés sont des femmes. Elles sont aujourd'hui de plus en plus nombreuses à se voir imposer le temps partiel et des horaires flexibles.

La pauvreté progresse au galop. Les femmes représentent 80% des travailleurs pauvres, soit 2,5 millions de travailleuses. Pour nous, ce ne sont pas là que des données statistiques. Pour nous, c'est une réali-

té, c'est notre quotidien ! Les femmes des quartiers populaires travaillent dans le nettoyage, le commerce, les services à la personne, la restauration ... Elles touchent des salaires entre 600 et 800 . Et le plus souvent, elles sont seules avec des enfants à charge. L'entreprise de destruction du système des retraites s'est poursuivie. Le travail du dimanche s'est banalisé. Travailler plus, être plus exploitée, travailler le week-end, travailler plus longtemps dans la vie, tout

cela pour gagner moins, pour se retrouver jetée à la rue, ou pour toucher des retraites de misère après des années de travail ! Voilà les perspectives qui nous sont proposées à TOUTES, que nous soyons travailleuses du public comme du privé, que nous travaillions dans une grande ou une petite entreprise, que nous soyons françaises ou immigrées. Et le sort réservé aux travailleuses sans papiers, les plus précaires parmi les précaires, est encore plus dur.

La destruction des services publics a aggravé les inégalités

Nous assistons à la destruction accélérée des services publics. L'objectif de l'État est de faire des économies pour réduire les déficits publics. Des économies : oui, sur le dos des familles populaires, tandis que les cadeaux fiscaux pour les plus riches demeurent. Ce sont les services publics qui, pendant des décennies, ont permis de créer des millions d'emplois pour les femmes dans l'Éducation nationale, la santé, la

poste, l'aide sociale. Mais les services publics sont aussi synonymes de suivi gynécologique, d'accès à la contraception, de pouvoir choisir d'avoir un enfant, d'accoucher en toute sécurité, de suivi des nouveaux nés, de socialisation de la garde des enfants en bas âge...

Tout cela, ce sont autant d'atouts pour les femmes qui sont aujourd'hui menacés.

Xénophobie d'état, manœuvres de division, c'est la marque de fabrique de Sarkozy !

Les entreprises de division du camp populaire se sont intensifiées. Les propos, les discours et les mesures racistes et xénophobes se sont propagés. FN, UMP et responsables de l'État se sont prêtés main forte dans cette besogne, et les médias leur accordent une place de choix pour distiller leurs discours toxiques !

Cette offensive idéologique est grave. Tous ces grands ténors sont responsables de la banalisation du discours haineux. Ils tentent ainsi de nous monter les uns contre les autres. Après les immigrés, c'est au

tour des malades d'être montrés du doigt. Ce sont les chômeurs, les familles qui touchent les allocations familiales qui sont des " fraudeurs sociaux " potentiels, et qui deviennent des suspects...

Ce sont là des manœuvres pour nous diviser dans une période où la crise économique s'approfondit, et alors que les vrais responsables de la montée du chômage et de la précarité ont toujours les mains libres pour continuer à fermer les entreprises, à exploiter sans vergogne et à s'enrichir de manière éhontée !

Le mouvement social ne connaît pas de pause

Les mouvements de riposte contre la politique du gouvernement que nous venons d'évoquer se sont multipliés. Le bulldozer de la casse sociale a voulu nous anéantir.

Mais nous avons su résister. Et nous résistons toujours. Nous ne perdons pas le cap. Notre colère est chaque jour plus forte. Notre capacité de riposte s'est trempée.

La participation massive des femmes à ces mouvements est un fait marquant. Elles ont été très nombreuses dans les mobilisations

contre l'augmentation de l'âge de départ à la retraite, majoritaires dans les grèves du commerce pour l'augmentation des salaires. Elles ont été majoritaires



aussi dans la mobilisation contre le décret " d'accueil de la petite enfance " qui diminue la qualité de la prise en charge des enfants. Elles participent en nombre aux mobilisations pour la défense de l'école publique, contre la fermeture des maternités, des centres d'IVG

et des hôpitaux de proximité, sans oublier les travailleuses sans papiers qui font preuve de courage, d'énergie et de détermination dans leur lutte pour imposer leur régularisation. Oui, les femmes ont battu le pavé sans interruption !

La soif d'un changement de fond en comble de la situation a grandi

Non seulement la situation est grave, mais elle va empirer. Le système distille sa pourriture. La crise économique nous mine. L'injustice sociale, l'exploitation, mais aussi le cynisme et la corruption des hommes et des femmes qui nous gouvernent s'étalent jour après jour. Les discours, initiatives et mesures racistes et xénophobes répandent leur ignominie. Les idées et projets les plus réactionnaires sont affichés sans vergogne.

Tout ceci s'accélère dans cette période où s'ouvre la campagne électorale.

Si les difficultés de la situation sont une réalité, l'aspiration à une autre société, où les hommes et les femmes ne soient pas détruits par le système n'a cessé de grandir. Nous le constatons dans les luttes que nous menons, et bien au de-là ; autour de nous, ce souhait est de plus en plus explicite. L'aspiration à une transformation profonde de la société a grandi.



Il est urgent de trouver une riposte d'ensemble qui mette un frein à la politique réactionnaire qui nous est imposée

Nous avons besoin d'une alternative politique offensive qui arrête ce rouleau compresseur, le fasse reculer, et qui permette de reconstruire tout ce qui a été détruit. Une alternative qui ne recule pas devant la puissance de la finance, et qui ferme le robinet qui arrose les actionnaires, les patrons et patronnes des grands groupes et des banques. Une alternative qui mette un coup d'arrêt à la politique sécuritaire, à l'expulsion des sans papiers. Une alternative qui stoppe la casse du service public, qui nous permette de reconquérir les acquis sociaux perdus et d'avancer vers une réelle égalité des droits. Une alternative qui se mette au service des femmes et des hommes des

milieux populaires. Enfin, il nous faut une alternative qui soit solidaire des peuples, particulièrement de ceux qui souffrent de la domination des grandes puissances. Une telle alternative est de plus en plus attendue !

L'ampleur de la tâche est immense. Et pour y arriver, la démarche unitaire est essentielle. Aucune force politique ne pourra, à elle seule, œuvrer sérieusement à un tel objectif. Il nous faut avancer ensemble avec celles des forces progressistes qui combattent résolument la politique de Nicolas Sarkozy et de l'Union européenne.

Dans cette situation, les femmes d'Égalité ne peuvent pas rester simples spectatrices

Nous devons retrousser les manches et contribuer à ce qu'une véritable politique antilibérale se fraye un chemin. C'est aujourd'hui une exigence. L'avenir des conditions de vie et de travail des femmes des milieux populaires en dépend !

Sur cette base, les militantes d'Égalité ont pris la décision, lors de la Rencontre Nationale qui s'est tenue les 11-12 et 13 novembre derniers, de soutenir la démarche du Front de Gauche qui travaille à forger une alternative antilibérale unitaire et de rupture avec

les politiques menées au cours des dernières décennies.

Nous comptons contribuer à enrichir cette alternative en apportant les revendications et les aspirations des femmes des milieux populaires.

Nous travaillerons à ce que les femmes des milieux populaires investissent, à travers leur action et leurs mobilisations, le terrain de la lutte politique pour dégager une réelle alternative de transformation sociale.

L'apport des femmes à la mobilisation populaire est essentiel. C'est indispensable pour créer un rapport de force capable de faire face à la finance et ouvrir une perspective de changement social au bénéfice du plus grand nombre.

Le Comité National
Organisation de Femmes Égalité
Pour l'émancipation et le progrès social
Le 24 novembre 2011



Organisation de Femmes Égalité
pour l'Émancipation et le Progrès social

Organisation de Femmes Égalité
pour l'Émancipation et le Progrès social

Consultez notre site Internet !

Vous pourrez y retrouver :

- Les informations générales sur notre organisation,
- Des extraits ou des suppléments d'Égalité à télécharger gratuitement,
- L'actualité à travers nos positions et les mobilisations auxquelles nous prenons part ; signature de pétitions en ligne,
- Nos analyses sur la situation et la lutte des femmes dans le monde,
- Les liens pour nous contacter dans tous les comités d'Égalité.

www.femmes-egalite.org

femmesegalite@yahoo.com
Téléphone 06 282 56 282

www.femmes-egalite.org

Journal de l'Organisation de Femmes Égalité
Pour l'Émancipation et le progrès social

Un journal qui défend les aspirations des femmes des milieux populaires et les revendications des femmes en lutte.

Vous cherchez un journal pour comprendre la situation politique, avec des propositions pour agir ? Ce journal est pour vous !

Vous vous intéressez aux sujets sur la société, le travail, le droit des femmes vus et vécus par les femmes ? Ce journal est vraiment pour vous !

Vous recherchez des informations sur les luttes des femmes des peuples du monde entier ?

Alors n'hésitez plus ! Abonnez-vous !

Organisation de Femmes Égalité
Foyer de Grenelle, 17 rue de l'Avre 75015 Paris
femmesegalite@yahoo.com